



# Des écoles du Pérou chauffées grâce à des écoliers genevois

**MARCHE DE L'ESPOIR** • *Dimanche, des milliers d'élèves marcheront sur les quais de Genève pour soutenir les projets de Terre des hommes au Pérou.*



L'école de Huamachuco, sur l'altiplano du Pérou, se chauffe désormais à l'énergie solaire grâce au soutien d'une classe carougeoise. JEAN-LUC PITTET-TDH

**PAULINE CANCELA**

En plus d'être astucieux, le nom est évocateur. «Robin des Watts» est un programme de solidarité Nord-Sud unique en son genre. Le principe consiste à dégager des fonds grâce à des économies d'énergie réalisées dans une école genevoise, et à les réinvestir dans un projet de solidarité énergétique au Sud. Point fort: intégrer de bout en bout les écoliers dans le projet. Il est mené depuis deux ans par Terragir en collaboration avec Terre des hommes (TdH), qui organise dimanche la vingtième Marche de l'espoir pour soutenir ce type d'actions (lire ci-contre).

«Robin des Watts» a déjà permis aux élèves de neuf établissements du canton de fournir électricité et eau chaude à sept écoles des hauts plateaux du Pérou. Ceux de l'école primaire Jacques-Dalphin à Carouge ont, par exemple, contribué à améliorer les conditions de vie du village de Huamachuco dans les Andes. Comme beaucoup d'autres écoles situées à plus de

3600 mètres, celle de Huamachuco est totalement isolée. Les écoliers y apprennent dans le froid et sans eau courante, loin de l'abondance énergétique de la Suisse.

## Baisser le chauffage

Pour leur venir en aide, les petits Carougeois et leurs enseignants ont accepté de réduire de deux degrés la température en classe. La commune de Carouge a pu soutenir le projet avec le capital généré par cette économie d'énergie. S'en sont suivis la réalisation sur place d'un panneau solaire, d'une arrivée d'eau, d'une serre pour les potagers, etc. Il fait maintenant 15 degrés dans les classes de Huamachuco, au pire des matins d'hiver.

D'autres économies d'énergie sont possibles. Cela dépend des écoles et des mairies concernées. Chaque projet est unique, précise Souad Von Allmen, chargée de communication à TdH. Mais du début à la fin, il est incarné par les écoliers grâce aux

interventions de Terragir dans les classes.

«En participant, les élèves se responsabilisent. Ils ont une motivation folle à Genève, se réjouit M<sup>me</sup> Von Allmen. Ils comprennent qu'ils peuvent être des acteurs du développement, même s'ils n'ont pas d'argent. Qu'à leur âge, ils ont le pouvoir de changer le quotidien d'enfants qui vivent à l'autre bout de la planète. Ils amènent le message à la maison.»

Au sein des actions de TdH, «Robin des Watts» est partie d'une initiative plus large visant l'ensemble des Andes péruviennes. Le projet phare de la 20<sup>e</sup> Marche, «Sambas», développe des structures communautaires pour les familles des hauts plateaux, dont plus de la moitié vivent au-dessous du seuil de pauvreté. L'objectif est de freiner l'exode rural et de sensibiliser la population au développement durable. TdH espère récolter entre 450 000 et 500 000 francs dimanche pour que l'aventure se poursuive. I

<sup>1</sup>Lire aussi notre édition du 30 septembre.

## 20<sup>e</sup> MARCHÉ DE L'ESPOIR

**Dimanche 9 octobre**, 5000 enfants sont attendus sur les bords du Léman pour la 20<sup>e</sup> édition de la Marche de l'espoir. L'idée est simple: pour chaque kilomètre parcouru, le jeune participant reçoit une somme d'argent convenue avec son parrain ou sa marraine, en général un de ses parents. Cette année, l'argent récolté financera des projets de développement en faveur des enfants défavorisés du Pérou.

**Pour ses vingt ans**, la manifestation a invité des personnalités politiques, des artistes et une brochette de joueurs en provenance directe du Genève Hockey Club ou du Servette. Plusieurs associations péruviennes assureront le ravitaillement des troupes et les animations. Ambiance festive assurée. Plus de 30 000 enfants ont été sollicités par Terre des Hommes, avec la complicité des enseignants. En 2010, la Marche avait attiré 4850 enfants et dégagé un bénéfice d'environ 468 000 francs. PCA

Dimanche 9 octobre dès 11 h, quai du Mont-Blanc. Inscriptions: [www.marchedesespoir.ch](http://www.marchedesespoir.ch)

# Menaces sur le droit à l'information

**AFRIQUE DU SUD** • *L'ANC veut-elle cacher la corruption? Un projet de loi suscite la controverse.*

«Je suis une militante comme vous tous! Et je vis comme tout le monde dans un township. Nous sommes dans la même pauvreté qu'avant. Personne ne sait où va l'argent qui est destiné à la communauté. Si jamais ce projet de loi est adopté, on est tous foutus!» La jeune femme, qui s'est avancée pour parler de ce qu'on appelle en Afrique du Sud «la loi du secret», est venue manifester son inquiétude quant à l'avenir de la liberté de la presse dans son pays.

Il fait déjà nuit en ce lundi soir près des bâtiments de la Cour constitutionnelle qui dominent le reste de Johannesburg. Une équipe de télévision filme l'événement, plusieurs photographes s'activent à coups de flashes: environ 150 personnes sont réunies, issues de tous les horizons de la société.

Une autre jeune femme prend la parole: «Je suis de la région du Cap et je peux vous dire que cette loi va permettre d'imposer le silence sur les scandales de corruption du gouvernement et des élus. En fait, ce sont les droits sociaux économiques qui seront censurés et retranchés des droits humains en général.»

Dans la foule, certains arborent le t-shirt de la campagne «Right 2 Know» qui depuis plus d'un an

dénonce les menaces qui pèsent sur la presse, grâce au soutien de plus de 400 ONG et une pétition en ligne qui a recueilli les noms de plus de 40 000 personnes. D'autres opposants sont vêtus aux couleurs de l'organisation de base antiprivatisation «Soweto Concerned Residents».

**De son vrai nom «Loi sur la protection** des informations de l'Etat», le texte qui inquiète rédactions et citoyens envisage de donner le droit à toutes les institutions et agences étatiques de classer «top secret» n'importe quel document sans devoir donner d'explication. De plus, aucun mécanisme permettant à ces institutions de déclasser elles-mêmes ces documents n'est prévu – cette démarche dépendant des organismes de renseignement de l'Etat.

Dans un contexte où les scandales de corruption s'accumulent autour de l'ANC et remontent jusqu'au président Jacob Zuma, mis en cause dans un dossier portant sur des ventes d'armes en 1999, toute information documentant ces problèmes risque de passer sous la «loi du silence».

Pis: toute personne filtrant un document dans l'intérêt de l'opinion publique pourrait être passible

de lourdes peines d'emprisonnement, de même que tout journaliste reprenant ces informations.

**Des anciens militants antiapartheid** sont là, eux aussi. Tous se souviennent des lois de censure qui ont frappé la presse et les journalistes durant les états d'urgence des années 1980, et voient dans ce texte un retour aux pratiques autocratiques du passé au-delà de toute question raciale, bien sûr.

La puissante COSATU, confédération syndicale alliée de l'ANC, a aussi fait connaître ses réticences vis-à-vis de cette loi qui bloquerait le travail des syndicalistes en les empêchant d'accéder aux données économiques utiles à leurs fonctions. La semaine dernière, le vice-recteur de l'université du Cap a sonné l'alarme sur la chape de plomb que cette loi peut mettre sur les travaux de recherche.

En début de semaine, l'ANC a annoncé la suspension du vote de cette loi et son report à une date ultérieure encore non spécifiée. Mais le texte demeure inchangé et les opposants restent attentifs: en derniers recours, c'est vers la Cour constitutionnelle qu'ils se tourneront – une situation qui mettrait le pouvoir dans l'embarras.

LAURENCE MAZURE, JOHANNESBURG

**BAHREÏN**

## Lourdes peines pour des protestataires

Trente-six participants aux manifestations pro-démocratie ont été condamnés hier à de très lourdes peines de prison par un tribunal d'exception à Bahreïn. Ces personnes étaient jugées à la suite du soulèvement de février et mars derniers qui ont secoué cette monarchie absolue du Golfe. La répression, menée avec le soutien de l'Arabie saoudite, avait fait une trentaine de morts.

Quatorze hommes ont été condamnés à la perpétuité (vingt-cinq ans) après avoir été reconnus coupables d'avoir battu à mort un Pakistanais «à des fins terroristes» et d'avoir «participé à des rassemblements illégaux», selon le procureur militaire, Yousef Fleifel, cité par l'agence officielle BNA. Quinze autres ont été condamnés à quinze ans de prison chacun après avoir été reconnus coupables de tentative de meurtre de militaires, de participation à des manifestations et «d'actes de vandalisme» à l'université de Bahreïn. Dans le troisième procès, un étudiant a été condamné à dix-huit ans de prison et six autres à quinze ans, pour des «tentatives de meurtre» à l'université.

Ces verdicts interviennent une semaine après les condamnations de médecins et d'infirmiers de Manama coupables d'avoir soigné des contestataires. ATS/BPZ

**EN BREF**

**GENÈVE**

## Projection et débat sur le droit à l'eau

L'eau, un bien commun inaliénable? L'idée fait son chemin. Pourtant gaspillage et privatisation de l'or bleu se poursuivent dans la quasi indifférence. Comment inverser la tendance? Le conseiller national Carlo Sommaruga, la présidente de SWISSAID-Genève et le militant brésilien Franklin Frederick en débattent demain à l'Institut national genevois, après la projection du film *Tambien la Lluvia*, inspiré par la lutte des habitants de Cochabamba contre la privatisation de l'eau. BPZ  
Mercredi 5 octobre, dès 19 h 30, promenade du Pin 1, 1204 Genève.

**GENÈVE**

## La contestation sociale en Chine

**Spécialiste de la Chine, le sociologue français Jean-Louis Rocca sera l'invité du Centre d'études asiatiques de l'IHEID, jeudi 13 octobre, à Genève, pour faire le portrait de la contestation sociale qui agite ce pays en plein boom économique. Auteur de *La Condition chinoise. La mise au travail capitaliste à l'âge des réformes*, M. Rocca travaille au Centre d'études et de recherches internationales (CERI) de Paris. BPZ  
18 h 30. IHEID, s. Aubert, 20 Rothschild, 1202 Genève.**

**CHILI**

## Le mouvement étudiant aux urnes

Face à l'inflexibilité du gouvernement, le mouvement social chilien en appelle au peuple. Vendredi et samedi, les Chiliens âgés d'au moins 14 ans sont conviés à un référendum populaire informel portant sur les principales revendications des étudiants. En lutte depuis cinq mois, ceux-ci réclament notamment la gratuité de l'enseignement et la fin de sa profitabilité. La consultation est organisée conjointement par les corps professoral et étudiant. BPZ



[www.fgc.ch](http://www.fgc.ch)

La Fédération genevoise de coopération (FGC), qui regroupe une cinquantaine d'organisations de solidarité Nord-Sud, soutient financièrement, avec l'appui de la Ville de Genève, la rubrique Solidarité internationale. Le contenu de cette page n'engage ni la FGC ni la Ville de Genève.